

Au Forum de Marseille, les ONG ont de nouveau critiqué le rôle des multinationales

Le Monde, 15 Mars 2012

Eau, source de vie, don de la nature. Eau, symbole aussi de la marchandisation de toute denrée sur cette Terre dès lors qu'elle est distribuée ou retraitée. La place des entreprises privées dans ce domaine nourrit toujours un débat vif quoique ancien. Invité du Forum de l'eau à Marseille, mardi 13 mars, le syndicaliste canadien David Boys (Public Services International) s'est chargé de relayer sans ménagement le point de vue de beaucoup d'ONG sur le sujet. " Il faut en finir avec le mythe de la contribution des opérateurs privés dans l'accès à l'eau, a-t-il lancé. Ils arrivent une fois que les gros investissements ont été réalisés, quand les risques sont faibles et les rendements élevés. La dynamique de marché, ça ne marche pas pour l'eau. Il y a trop de contrats protégés par le secret, trop de corruption. " M. Boys a annoncé qu'une pétition allait être lancée pour recueillir un million de signatures, ce qui, en vertu d'une disposition du traité de Lisbonne, obligerait la Commission européenne à se pencher sur la question.

Immensité des besoins

Les grandes entreprises suscitent un intérêt bien supérieur à ce qu'elles représentent en réalité. Si elles ont pris position sur ce secteur stratégique, c'est que les Etats et les bailleurs internationaux les ont appelées face à l'immensité des besoins. Selon l'Unesco, les investissements dans les infrastructures de l'eau ont chuté de 31 % en 2009 par rapport à 2008.

La proportion d'aide au développement allouée à l'eau et à l'assainissement a diminué depuis 1997. Elle est inférieure à celle consacrée à l'éducation ou à la santé. Or selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des infrastructures sanitaires correctes pourraient réduire les maladies diarrhéiques de 90 %. A Marseille, les 130 pays qui ont signé une déclaration commune mardi ont soigneusement évité de prononcer les mots qui fâchent et se sont contentés d'évoquer, pour " améliorer la situation des milliards de personnes (...), des mécanismes adéquats de financement et d'investissement, et des cadres robustes de régulation, en impliquant toutes les parties prenantes ".

Le même jour, après une bataille serrée autour du cas de Manille (Philippines) - modèle de privatisation réussie pour les uns, catastrophe pour les autres, qui ont dénoncé des augmentations de prix de 800 % -.